

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1293

Artikel: Entretien : Jean-Pierre Ghelfi : "Réhabilitons l'État"
Autor: Savary, Géraldine / Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015052>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Réhabilitons l'Etat»

Le 20 avril auront lieu les élections générales à Neuchâtel. Le parti socialiste présente trois candidats pour le Conseil d'Etat, espérant ainsi faire basculer la majorité, tant au législatif qu'à l'exécutif. Jean-Pierre Ghelfi, économiste et syndicaliste est le troisième de cordée. Propos recueillis par gs.

Trois candidats, pourquoi?

Si on était parti dans une campagne électorale avec trois radico-libéraux, deux socialistes et un représentant de petits partis, cette élection aurait été fermée et nous paraissait peu à même de refléter les signes de la population pour le changement. Et ceci d'autant plus dans un contexte général qui privilégie néolibéralisme, privatisation sauvage et affaiblissement de l'Etat

Vous n'étiez pas tous d'accord à l'intérieur du PSN?

Non, en effet, ça n'a pas été une décision facile à prendre. Il y a 8 ans, on avait déjà obtenu une majorité au Conseil d'Etat, avec l'élection de Michel von Wyss, mais la droite restait majoritaire au Grand Conseil. Reconnaissions que ça n'a pas été une expérience tout à fait satisfaisante, la majorité de droite du Grand Conseil freinant les décisions. Elle a souvent renvoyé les décisions du gouvernement en commission, ce qui n'est pas dans nos habitudes.

Alors pourquoi retenter l'expérience?

Maintenant, les choses sont un peu différentes. Ceux qui, dans le parti, étaient contre transposaient les résultats de 88 dans la situation actuelle et jugeaient donc inutile de réitérer l'expérience. Mais assurer les conditions de l'ouverture d'un véritable débat politique a été déterminant dans le choix du parti. A Neuchâtel, contrairement à d'autres cantons, on ne peut ni changer de candidat, ni en rajouter entre les deux tours. Cette contrainte a motivé le parti socialiste à proposer directement un troisième candidat, pour montrer d'une part qu'on souhaite un changement et d'autre part qu'on pose les conditions de sa réalisation. Mais si, au soir du premier tour, nous sommes loin de la majorité au Grand Conseil, alors je renoncerai à partir pour le deuxième tour.

Au fond vos espérances sont plutôt modestes?

Ce qu'on veut, c'est montrer à la population qu'on peut imaginer une majorité de gauche au Grand Conseil et au gouvernement. Pour que cette am-

bition, cette espérance soit crédible, on place trois candidats socialistes dans la course. Voilà pour le contexte.

Pour qui est hors des frontières neuchâteloises, il apparaît que dans le canton de Neuchâtel les rapports de force sont peu polarisés, vous semblez préférer le consensus à la confrontation.

Oui, pour plusieurs raisons. D'abord on est un petit canton mais qui, depuis 20 ans, subit durement la crise. A l'exception d'une accalmie dans les années 86-90, Neuchâtel reste un canton naufragé depuis les restructurations dans l'horlogerie. On estime avoir perdu 15 000 emplois, ces dernières années, ce qui est considérable. Alors les partis pensent plus à l'intérêt de la population qu'à leur intérêt propre. En particulier sur des enjeux, tels la promotion économique... parce qu'il n'y pas d'alternatives. Amener des entreprises chez nous, dans nos montagnes, est un véritable défi. Mais cela n'empêche pas la confrontation.

Y-a-t-il des objectifs politiques, que vous voulez privilégier?

Personnellement, je me considère comme un troisième de cordée. Je suis complémentaire, du milieu syndicaliste, en marge de l'appareil du parti. Les conflits avec les partis libéral et radical durant ces dernières années se sont cristallisés autour du rôle de l'Etat. Les partis bourgeois veulent le réduire à sa portion congrue, même si celui-ci joue un rôle essentiel dans la promotion économique.

Vous iriez alors dans le sens d'un renforcement de l'Etat. Création d'un capital-risque destiné au lancement de nouvelles entreprises, ou contribution de l'Etat aux entreprises en difficulté?

Non, nous avons vu ce que donnaient les nationalisations. Mais que l'Etat soit disposé à aider les entreprises à démarrer, ou que, dans le cadre de la promotion économique, on étende le capital-risque, oui.

Y a-t-il dans le canton de Neuchâtel des processus d'assainissement de l'Etat?

Non, ça fait 20 ans qu'on réduit les

dépenses et qu'on diminue au maximum les frais dus aux charges salariales: on engage très peu, le salaire dans la fonction publique est de 20 à 30% plus bas que dans des cantons tels Genève ou Vaud. On est donc déjà très modeste.

Par conséquent des programmes comme Orchidée n'ont pas vu le jour chez nous. Réduire linéairement dans chaque service serait tout simplement impossible parce que nous sommes déjà extrêmement restreints. Malgré cela, l'image de l'Etat se dégrade; il y a tout un travail à faire, c'est en tout cas mon objectif prioritaire, pour montrer à la population l'importance d'un Etat, non pas tutélaire, mais élément principal de la cohésion sociale.

Réhabilitation signifie-t-il modernisation des structures?

Je crois que la longue crise que nous traversons nous a constamment obligés à rationaliser au maximum notre service public. A titre d'exemple, la croissance de l'Université a été de 1% durant ces dix dernières années. La question de faire mieux avec des moyens si modestes se pose tous les jours, quasi naturellement, même si tout n'est pas parfait.

La répartition géographique des forces politiques reste-t-elle toujours aussi marquée dans le canton?

Oui, c'est une vieille histoire. Le Haut vote à gauche, le Bas à droite. Il y a, dans ce canton, une perception physique, géographique des couleurs politiques.

Mais les villes votent à gauche?

Tout à fait. Depuis les élections communales de l'année passée, pour la première fois dans l'histoire du canton, les trois villes sont à majorité de gauche. Avant, le Locle et la Chaux-de-Fonds était traditionnellement de gauche et Neuchâtel de droite. C'est aussi un des facteurs qui nous a poussés à nous présenter à trois pour tenter de conquérir une majorité au Conseil d'Etat et au Grand Conseil.

On ne pouvait aller à ces élections sans montrer à la population qu'on avait perçu sa volonté de changement politique. ■